

LA PAUVRETÉ INFANTILE, UN CONCEPT PERTINENT ET UTILE ?

Par Jean Blairon

Nous y sommes désormais habitués : la fin de l'année nous ramène les mêmes rituels, allant des plaisirs d'hiver à la nième édition de Viva for Life, en passant par les fêtes de la consommation, les fêtes profanes et religieuses, le tout dans un curieux continuum.

Nous avons déjà dit à de multiples reprises combien était gênant le mensonge inhérent à la campagne médiatique « Viva for life » : alors même qu'elle prétend voler au secours des enfants pauvres pour infléchir leur trajectoire de vie (« rendre un sourire à leur avenir », rien de moins...), elle ne fait que pallier les conditions de travail précaires de quelques associations.

La 7ème édition n'est pas en reste et nous livre même un aveu involontaire. Le dossier presse s'ouvre en effet sur un fort satisfecit et une curieuse constatation :

« 6 ans d'action solidaire

- ✓ Plus de 19 millions d'euros de dons récoltés au profit de la petite enfance en pauvreté (ce qui n'est pas exact comme l'énonce l'item suivant)
 - ✓ 473 projets d'associations actives sur le terrain soutenus
 - ✓ 144 heures d'émotions et de générosité (*sic*)
 - ✓ des centaines de milliers d'auditeurs de téléspectateurs et d'internautes sensibilisés à la cause
- Mais l'urgence reste... »¹

On ne peut pas mieux dire que cette action n'agit pas sur la problématique qu'elle prétend transformer, ni même que la « sensibilisation » à cette cause ne produit aucun effet, puisque nous sommes toujours confrontés aux mêmes chiffres inquiétants et que nous nous situons toujours dans le registre de l'urgence... Là où la justification de la nécessité de la répétition révèle le caractère inopérant de l'action...

Le dossier n'est d'ailleurs pas avare d'auto-encensement paradoxal puisque la page que nous citons se termine par cette phrase :

« Le concept de la « Glass House » inventé par 3FM aux Pays-Bas en 2004 est aujourd'hui décliné dans de nombreux pays en Europe. En 2013, Viva for Life fut la première opération du genre lancée en terre francophone avec une radio généraliste... »

Etre le premier des nombreux suiveurs dans un sous-créneau mérite-t-il tant d'auto-satisfaction en matière d'originalité ?

Mais il y a plus interpellant.

C'est l'inclusion de cette « campagne de sensibilisation à l'urgence - et bien entendu au caractère inacceptable et insupportable de la pauvreté des enfants » dans le flot des actions consuméristes et festives. Pointons-en trois occurrences.

¹ Dossier presse, <https://cloud.3dissue.net/13932/13940/14002/22037/index.html?57980>.

- Le dossier présente l'opération VFL à Tournai dans un continuum festif :
« Viva for Life sera clairement le point d'orgue des nombreuses manifestations que la ville de Tournai organisera durant les fêtes de fin d'année. (...) Sur la Grand-Place, des attractions ludiques, un manège pour enfants, une trentaine de chalets s'ajouteront au programme spécifique (*sic*) de Viva For Life durant le semaine de l'opération. (...) Les festivités de fin d'année s'annoncent donc chaleureuses et généreuses. »
- L'émission elle-même se veut des plus festive :
« La nuit, dans le studio de Viva For Life, tout est permis (*on parle de quoi ?*). Ou presque (*ouf !*). Ophélie et Adrien ne connaîtront pas l'ennui. Entre animations déjantés² et programmation musicale décalée (*par rapport à quoi ?*), ces deux-là auront bien du mal à trouver le sommeil. Une folie à suivre en télévision chaque jour dès 23h30 (*avec un code interdit aux moins de ?...*). Au petit matin, les traces de la nuit s'effacent, les souvenirs restent jusqu'à la prochaine nuit folle de Viva For Life... pour tenir 144 heures ! ». Coincée entre ces nuits d'excès, la question de l'inacceptable pauvreté...
Mais qu'on nous rassure : les exubérances physiques et verbales des animatrices et de l'animateur, leur « speed », complaisamment relayés à l'antenne (et surlignées anticipativement par les photos du dossier presse), ne sont bien dus qu'à leur enthousiasme à défendre le fond de la cause ? En tout état de cause, ces hilarités sont-elles bien compatibles avec celle-ci ?
- Le slogan d'un des « sponsors » de l'émission (*quels frais ou quels coûts couvrent-ils exactement, compte tenu de la « mobilisation totale » de « l'entreprise » RTBF ?*) est sans ambiguïté dans ce contexte :
« Belfius, partenaire à 100 % de Viva For Life³ ». Ce slogan réplique un des slogans commerciaux de la firme « 95 % de clients satisfaits, on se donne à 100 % pour y arriver », que la banque commente comme suit :
« La satisfaction des clients est déterminante pour accroître la fidélité, le taux d'équipement et le nombre de clients actifs. Elle contribue à la santé financière de l'entreprise et constitue dès lors l'essence même de la stratégie de Belfius. »⁴

Cette inclusion de la campagne de sensibilisation dans le secteur festif ou commercial pose évidemment question quant à son lien avec la cause au service de laquelle elle affirme se placer.

Mais elle ne peut que nous conduire à un autre constat : aujourd'hui, les causes sociales elles-mêmes peuvent servir les stratégies d'enrichissement⁵.

Au-delà, nous ne pouvons que conclure que nous avons affaire à une stratégie de statu quo : les **choix de système** qui **produisent** les inégalités et la pauvreté peuvent **absorber à leur bénéfice** les réalités qui devraient les interroger. Ce battage médiatique et festif y contribue d'ailleurs ; il constitue au fond une manifestation favorable au statu quo.

Nous retrouvons d'ailleurs dans ce registre le cynisme d'un des couplets de la chanson générique des Enfoirés :

« J'ai pas mauvaise conscience, ça m'empêche pas d' dormir Mais pour tout dire ça gâche un peu l'goût d' mes plaisirs C'est pas vraiment ma faute si y'en a qui ont faim Mais ça le deviendrait si on n'y change rien »⁶

2 Nous recopions le texte tel qu'il est publié.

3 Au-delà du lien au slogan de la Banque elle-même, on a du mal à imaginer le sens effectif de cette affirmation. Le dossier presse précise que les travailleurs de la Banque « s'investissent à 100 % afin d'apporter leur contribution ». On espère qu'ils travaillent encore et ne font pas que vendre les « désormais célèbres boules de Noël » (nous citons).

4 https://www.belfius.be/about-us/dam/corporate/press-room/press-articles/downloads/fr/2014/Communique_20_10_2014.pdf.

5 Luc Boltanski et Arnaud Esquerre en font d'ailleurs la nouvelle figure du capitalisme dans leur livre *Enrichissement*, Paris, Gallimard, 2017.

6 Mais y change-t-on quelque chose ? Cf. notre analyse « Aide alimentaire et systèmes de justification », <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m12n4.pdf>.

LA PAUVRETÉ INFANTILE

Dans le dossier VFL, nous trouvons une autre affirmation curieuse :

« 40 % des enfants à Bruxelles et 25 % en Wallonie **vivent actuellement sous le seuil de pauvreté.** »

A ce que nous sachions, le seuil de pauvreté est calculé à partir des adultes, qu'ils vivent seuls ou en couple et il est adapté en fonction de la présence éventuelle d'enfants. Il n'y a pas donc évidemment pas d'enfant qui vit en **tant que tel** sous le seuil de pauvreté, mais bien des enfants qui appartiennent à des **familles** dont les revenus, quels qu'ils soient, sont inférieurs à un seuil déterminé.

Mais ce raccourci n'est pas un hasard pour ceux qui acceptent d'user du « concept » de « pauvreté infantile ». Sans doute, le focus sur les enfants permet de mieux « vendre » « l'opération »⁷.

Mais s'interroge-t-on une fois encore sur la réception de ce « message » par les premiers concernés, à savoir les familles qui subissent au plus fort les inégalités ?

Nous savons en effet – Christine Mahy, au nom du RWLP l'a suffisamment rappelé et démontré – que les familles qui sont confrontées à l'absence durable de ressources suffisantes font des sacrifices considérables et s'auto-imposent des privations graves pour que leurs enfants manquent le moins possible de l'essentiel. Mettre le focus sur les enfants, c'est faire l'impasse sur les causes structurelles qui font que leur famille est confrontée à la violence de ne pas pouvoir faire tout ce qu'elles voudraient pourtant faire elles-mêmes pour leur assurer un avenir. Et que restera-t-il de « l'élan de générosité », du « record de dons battus » une fois le rituel festivo-caritatif terminé ? Pour les familles concernées rien, si ce n'est l'amertume d'avoir entendu que le problème a été réglé par la générosité des autres...et 144 heures d'émotion et de générosité.

Nous craignons d'assister en la matière à un retour « new look » de la philanthropie bourgeoise et de sa fonction de masquage et de maintien du statu quo.

Pour Philippe Bregeon, qui tente une histoire de l'aide et de l'intervention sociales en s'appuyant notamment sur les travaux de Robert Castel et de Jacques Donzelot, « la période révolutionnaire doit être retenue comme un des moments fondateurs de l'intervention sociale » :

« Un des premiers actes de l'Assemblée nationale constituante au début de l'année 1790 est la création d'un comité de mendicité. C'est là le signe d'une prise de conscience largement partagée : la misère est non seulement un phénomène mal compris qu'il faut explorer pour être en mesure d'intervenir efficacement mais elle est surtout une question politiquement urgente. Cette prise de conscience amène le mouvement révolutionnaire à considérer que l'assistance est une dette inviolable et sacrée : tout homme a droit à sa subsistance. (...) »

Prenant le contre-pied de l'époque révolutionnaire, l'émergence de la philanthropie à partir des années 1820/1830 a d'abord comme objectif implicite de détacher le regard sur la pauvreté de toute signification trop directement politique. »⁸

Cette analyse devrait sans doute être prolongée par une étude des relations entre le désengagement de l'État en matière d'intervention et d'aide sociale, la montée en puissance d'un reclassement de la question de la pauvreté dans la sphère privée (dans le domaine de la responsabilité individuelle) et le surgissement de mobilisations générales momentanées (médiatiques, « M.G.M. ») qui prétendent résoudre le problème périodiquement, à coups d'à-peu-près peu acceptables comme nous l'avons vu ci-dessus.

Il serait intéressant aussi de se demander quel rapport de force politique traduit ce mixte de désengagement public en matière de lutte contre les inégalités et la misère, de défaussement sur la responsabilité individuelle – tant à propos du problème, que de la solution, présentée désormais comme un devoir individuel de don – sollicité dans un mouvement d'émotion océanique⁹ fugace, à l'intérieur d'un continuum festif ?

7 Cf. J. Fastrès, « Viva For Life, risques et enjeux », <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2014m11n2.pdf>, p. 3.

8 P. Bregeon, « Les origines et la professionnalisation de l'intervention sociale en direction des chômeurs et les populations pauvres », <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01216459/document>.

9 Une sorte d'impression de fusion dans un Tout, qui est de nature protoreligieuse pour de nombreux auteurs.

En tout état de cause, nous pouvons voir à quoi ce mixte s'oppose en matière de politiques sociales, ce qu'il empêche.

- Il empêche en premier lieu une prise en compte publique¹⁰ et réellement solidaire de la question, qui ne pourrait s'opérer qu'en prenant des mesures structurelles qui corrigent les inégalités, augmentent les protections, redistribuent autrement les richesses.
- Il empêche en second lieu une lutte contre la destruction brutale des ressources subjectives d'une partie de la population. Par « ressources subjectives », nous pouvons entendre à la fois le désir, la confiance dans la société et la confiance en soi, la créativité, et surtout « l'accumulateur qui permet toutes les accumulations », que Pierre Bourdieu définit comme le capital symbolique : en d'autres mots, cette disposition qui donne l'énergie de construire.

Pour trop de personnes qui sont pourtant nos concitoyens, ces ressources, comme le démontre sans relâche Christine Mahy, sont « mangées » (détruites) par l'obligation de trouver des moyens de survie qui se dérobent sans cesse.

Or, pour un auteur comme Alain Touraine, la priorité consiste à renforcer notre confiance en notre capacité d'agir :

« A cet égard, il y a une erreur à ne pas commettre en ce moment : définir le problème comme lié à la nécessaire défense de l'environnement ; car il s'agit, surtout, d'accroître notre confiance dans notre propre capacité à agir rationnellement et démocratiquement, conformément à ce qu'a toujours été l'esprit de la modernité. »¹¹

Cet accroissement de la confiance en notre capacité d'agir suppose pour l'auteur un « pacte démocratique » nouveau qui repose sur trois piliers :

- « l'intégration la plus massive possible de la population dans la société et le monde nouveaux, une population dotées de droits fondamentaux le plus possible élargis, et des exclusions très limitées » ;
- un mode d'intervention de l'État dans « les trois branches principales de l'innovation sociale que sont la recherche, l'éducation et la santé publique » ; « dans tous les cas, il s'agit de transformer des « administrations » en instruments d'une participation sociale clairement affirmée comme un objectif majeur » ;
- la « défense du travail, qui est plus que la lutte contre le chômage »¹².

Nous voyons dans le retour offensif d'une référence à la **démocratie culturelle** une des conditions de ces luttes nouvelles : poser que chacun dispose d'une culture, qu'il y a une égalité entre les cultures, qu'un dialogue ouvert doit être instauré entre elles, comme l'a posé Marcel Hicter, nous empêcherait de considérer que les familles pauvres ont des « lacunes intellectuelles et culturelles »¹³, ne peuvent pas participer au mouvement de la société, doivent être suppléées, y compris par des actions tapageuses qui renforcent un conglomérat politique favorable à un statu quo inacceptable.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « La pauvreté infantile, un concept pertinent et utile ? », *Intermag.be*, RTA asbl, décembre 2019, URL : <https://www.intermag.be>.

10 Pour J. Dewey, un certain nombre de dimensions de la vie quotidienne (comme le fait de rendre la justice) dépassent effectivement la sphère privée et requièrent l'action spécifique d'agents (« public officers ») qui prennent en charge les intérêts de la collectivité en tant que telle (Cf. J. Dewey, *Le public et ses problèmes*, texte écrit en 1927, traduction publiée à Paris aux éditions Folio en 2015).

11 A. Touraine, *Défense de la modernité*, Paris, Seuil, 2018, p. 335.

12 Les phrases entre guillemets sont tirées du livre d'A. Touraine *Défense de la modernité*, op. cit., pp. 328-329.

13 Comme cela est encore trop souvent affirmé explicitement ou implicitement.